

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément ADER
BP 177
51685 REIMS CEDEX 2

Reims, le 13 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUREADE

AV DES CRAYERES
ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE
51520 LA VEUVE

Références : SM3 AG/NG/IG D3i 2022-300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2022 dans l'établissement AUREADE implanté AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 LA VEUVE. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu en réaction à un départ de feu du 04/04/2022 sur la cribreuse de l'unité de valorisation agronomique (compostage), signalé à l'inspection des installations classées de la DREAL le 05/04/2022 et à qui l'exploitant a envoyé le compte rendu de la situation d'urgence le 05/04/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUREADE
- AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 LA VEUVE
- Code AIOT dans GUN : 0005702761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AUREADE est autorisée à exploiter des installations de traitement aérobie (compostage et stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, soumises à autorisation, sur le territoire de la commune de la Veuve (51) pour une capacité de déchets autorisés de 270 t/j. Les intrants sont des déchets verts, des biodéchets, des supports de culture renfermant des matières organiques et des déchets organiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées
- Moyen de lutte incendie
- Prévention des risques et sécurité
- Prévention pollution de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 1.10	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention des risques et sécurité	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 7.3.10 ; 7.3.3 ; 7.3.7 et 7.3.8	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, articles 7.3.2 ; 7.3.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention pollution de l'eau	AP Complémentaire du 03/02/2015, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit, conformément à la réglementation, signaler les accidents et incidents à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

La visite a permis de constater des faits qui nécessitent des actions correctives dans un délai imparti. L'exploitant devra transmettre dans un délai de quinze jours à compter de la réception de ce rapport :

- le dernier compte-rendu d'exercice incendie ;
- le rapport de conformité des équipements de défenses incendie établi par la société DESAUTEL ;
- les attestations des dernières formations de défense incendie ;
- l'analyse des causes de l'incident et le plan d'actions mis en place.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception de ce rapport, l'exploitant devra transmettre :

- la procédure de sécurisation incendie de la zone UVA ;
- le mode opératoire du fonctionnement de la cribleuse.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré le départ d'incendie à l'inspection des installations classées le jour même (04/04/22) mais le lendemain (05/04/22).
Observations : A l'avenir, l'exploitant devra prévenir l'inspection des installations classées le jour même de l'accident ou de l'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Lutte incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, articles 7.3.2 ; 7.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie et formation
Prescription contrôlée : Contrôle annuel extincteur Formation du personnel au risque incendie Exercices réguliers et comptes-rendus
Constats : Par sondage, l'inspection a constaté que le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé en novembre 2021. L'exploitant indique que le personnel contrôle visuellement la présence et l'accessibilité du matériel lors de rondes régulières. L'exploitant a signalé qu'une des consignes issues d'un précédent exercice d'urgence consiste à remplir un godet à l'aide d'un RIA et de le déverser sur la zone d'incendie afin de la sécuriser. Cette procédure a été mise en pratique le 04/04/2022. Lors de l'incident, 4 extincteurs sur 6 étaient non fonctionnels. L'exploitant a demandé à la société DESAUTEL le rapport de conformité des équipements de défenses incendie. Dès réception, il devra être transmis à la DREAL sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. L'exploitant indique que deux formations incendie sont prévues tous les ans (niveau 1 : alerte ; niveau 2 : prévention) pour le personnel avec une manipulation des extincteurs et des RIA. Les attestations de formation devront être transmises à la DREAL sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. L'exploitant indique organiser une fois par an un exercice d'évacuation incendie (vérification guide-file, serre-file, accueil des pompiers). Le dernier compte-rendu d'exercice devra être transmis à la DREAL sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Observations : L'exploitant prévoit de redimensionner les moyens de secours incendie de la zone UVA. Il s'engage à contacter le SDIS en 2022 pour organiser une visite sur site et un éventuel exercice incendie. Le site fonctionne en équipes de 3 fois 8h, avec une présence permanente des agents assurant des rondes opérationnelles. Un potentiel départ de feu sur la cribreuse en fin de poste de journée ou de nuit aurait également été identifié.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, articles 7.3.10 ; 7.3.3 ; 7.3.7 et 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Vérification POI incendie Mise à jour des zones à risques pour intégrer la cribreuse Tenue à jour et disponibilité des consignes de sécurité Consignes d'exploitations pour signaler et éviter échauffement sur cribreuse
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un plan d'intervention incendie du site avec une procédure incendie pour les zones UVE (Unité de Valorisation Énergétique) et UVA (Unité de Valorisation Agronomique). Cette procédure sera mise à jour et devra être transmise à la DREAL sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de changement de process industriel au niveau de la zone UVA et de la cribreuse. Il n'est donc pas prévu de mettre à jour la cartographie des zones à risques du site. L'exploitant s'engage à augmenter les moyens de prévention et à ce titre il indique avoir réalisé une analyse des causes de l'incident et a construit un plan d'actions pour éviter une récurrence de ce type d'incident. Ces documents devront être transmis à la DREAL sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. La cribreuse fait l'objet d'une surveillance visuelle avant, pendant et après chaque campagne d'utilisation. Il n'existe pas de consignes d'exploitation écrites pour signaler et éviter les échauffements sur la cribreuse. L'exploitant s'engage à les formaliser par écrit (surveillance du poste et nettoyage). Ce nouveau mode opératoire devra être transmis à la DREAL sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.
Observations : L'exploitant indique qu'il organise une fois par mois des retours d'expérience internes au sein de ses équipes via des « causeries ». L'incident et le plan d'actions seront mis à l'ordre du jour. L'incident sera également évoqué en astreinte régionale de l'exploitant pour faire un retour d'expérience à l'échelle régionale. L'exploitant indique que les opérations de maintenance de la cribreuse seront intégrées prochainement dans l'outil de GMAO (Gestion de Maintenance Automatisée des Opérations) permettant de créer une alerte de rappel des dates et fréquences d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention pollution de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : Confinement des eaux d'extinction d'incendie (EEI) Analyses des EEI
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet direct au milieu naturel. L'exploitant déclare que le fonctionnement du site prévoit une récupération des eaux d'extinction d'incendie dans un bassin prévu à cet effet et que ces eaux sont ensuite utilisées dans le process de l'exploitant (refroidissement des fumées en amont du filtre à manche et refroidissement du mâchefer). Les eaux des bassins de récupération des eaux d'incendie sont analysées deux fois par an (dernière analyse en mars 2022 et prochaine analyse en été 2022). L'exploitant indique que les eaux d'extinction d'incendie du 04/04/2022 ont été gérées par absorption avec des andains de compost déposés sur le lieu de l'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet